

# La longue marche vers les observatoires

**Jean-Luc Dubois**  
Économiste

## I Introduction

Considérer les observatoires comme un nouvel outil d'investigation indispensable aux sciences humaines n'est pas évident *a priori*. Leur mise en place ne pouvant être que le résultat d'une longue marche encore inachevée, elle continue de poser de nombreux problèmes théoriques et méthodologiques.

C'est à la lumière d'une expérience pratique, celle du programme Ocisca, Observatoire du changement et de l'innovation sociale au Cameroun, mis en œuvre conjointement par le ministère camerounais de la Recherche scientifique et technique (MRST) et l'Orstom, que nous nous proposons d'examiner trois points susceptibles d'améliorer notre compréhension des enjeux correspondants.

Tout d'abord, la présentation d'éléments d'histoire nous aidera à comprendre les raisons de la création des observatoires.

Ensuite, des axes de réflexion méthodologique devraient permettre d'esquisser une théorie plus générale des observatoires du développement.

Enfin, l'expérience camerounaise jettera une lumière concrète sur les problèmes posés par l'implantation de ce nouvel outil.

## ■ Quelques éléments d'histoire

### *L'évolution des méthodes d'investigation*

Lorsqu'on étudie l'évolution de la pensée économique au cours des quarante dernières années, depuis la fin des années cinquante, juste avant les indépendances africaines, jusqu'à la décennie actuelle, on distingue quatre étapes coïncidant plus ou moins avec les changements de décennies (DUBOIS, 1994). Au cours de chaque étape, des thèmes inédits de la pratique du développement sont venus inspirer la pensée économique. Les outils de mesure statistique, tels les systèmes d'enquête auprès des ménages ou les comptes nationaux, et les outils de prévision dérivés de la modélisation économique, ont été influencés par ces courants de pensée. Ainsi, les systèmes d'enquêtes développés par le Padem (Programme africain d'enquêtes auprès des ménages), le LSMS (Living Standard Measurement Study) et le programme DSA (Dimensions sociales de l'ajustement) relèvent de concepts distincts parce qu'ils ont été créés lors d'étapes historiques différentes. Quelques exemples serviront à éclairer la relation entre les courants de pensée théorique et les méthodes d'investigation.

Surnommée « indépendance et développement », la période des années soixante est caractérisée par la mise en place d'un développement planifié visant à augmenter le produit national et à optimiser la croissance. Les pouvoirs publics utilisent des instruments de suivi particuliers : systèmes de planification des investissements, modèles macro-économiques, fonctions de production et de consommation, comptes nationaux, indice des prix, etc. Les premières enquêtes auprès des ménages, spécialisées dans certains domaines comme l'agriculture, la démographie, l'emploi, les revenus et les dépenses, visaient à fournir des données statistiques pertinentes. Elles furent à l'origine de l'élaboration de nombreux concepts et approches méthodologiques concernant la définition du ménage, la sélection des échantillons, la saisie de l'autoconsommation, etc.

Pendant la période des années soixante-dix, souvent appelée « croissance et redistribution », l'accent continue à être mis sur la croissance, mais la déstructuration du tissu traditionnel et les inégalités

qui l'accompagnent imposent des études sur la distribution des revenus et les besoins fondamentaux des plus pauvres. C'est dans ce contexte que les Nations-Unies lancent le Padem dans le cadre du NHSCP (National Household Survey Capability Program) au niveau mondial. Il a pour objectif de recueillir des informations sur le niveau de vie des ménages, utilisant pour cela l'ensemble des connaissances méthodologiques acquises dans la décennie précédente. Le programme Padem se propose d'intégrer des enquêtes spécifiques : démographique, agricole, budget-consommation, emploi, etc., au sein d'un système unique, par le biais d'un échantillon maître au sein duquel sont sélectionnés des sous-échantillons de ménages pour chaque enquête.

Les années quatre-vingt sont marquées par « la stabilisation et l'ajustement structurel » de la majorité des économies africaines, sous la conduite du Fonds monétaire et de la Banque mondiale. L'objectif est à la fois de réduire l'endettement des pays et de les remettre sur le chemin de la croissance. Les mesures économiques visent donc à rétablir les grands équilibres macro-économiques et à augmenter l'efficacité de l'appareil productif.

Le programme LSMS de la Banque mondiale a pour objectif de mesurer le niveau et les conditions de vie des ménages et d'en étudier les comportements. Les aspects qualitatifs, comme la satisfaction des besoins fondamentaux, sont pris en compte au même titre que les aspects quantitatifs de niveau de bien-être ou de pauvreté. La Banque mondiale poursuit ainsi l'orientation de la décennie précédente tout en commençant à s'intéresser à l'impact des politiques d'ajustement sur les conditions de vie.

La nouveauté de l'approche réside dans le fait que le ménage est considéré comme un acteur qui gère rationnellement les différentes dimensions de sa propre économie. L'étude de ces dernières, en constante interaction les unes avec les autres, demande que des informations soient recueillies sur tous les domaines de la vie du ménage comme la santé, l'éducation, l'habitat, les avoirs, la consommation, le revenu, l'emploi et les activités, etc. Le LSMS a donc mis au point un modèle d'enquête qui intègre, sous la forme de modules spécifiques, ces différents domaines au sein d'un même questionnaire (GROOTAERT, 1986).

En 1987, le programme DSA, Dimensions sociales de l'ajustement (BANQUE MONDIALE, 1990 c) reprend à son compte ces deux orientations : raisonnement sur l'économie du ménage considérée comme un tout et étude des différents domaines relatifs au niveau et aux conditions de vie, cette fois dans le but d'évaluer l'impact des programmes d'ajustement structurel sur les ménages, et de proposer la mise en place d'actions sociales pour en atténuer les effets négatifs. Le programme propose une stratégie d'ensemble articulant : collecte d'informations sur les ménages, étude de leurs conditions de vie et de leurs comportements, et conception d'actions sociales ciblées. Cette stratégie impose d'étudier et de comprendre la relation entre les mesures d'ajustement macro-économiques, leurs effets, sur les infrastructures méso-économiques (marchés, moyens de communications) et sociales (centres de santé et écoles), et les impacts micro-économiques sur les ménages. De même, elle demande d'identifier les groupes de population, pauvres, vulnérables ou autres, qui sont bénéficiaires de ses mesures ou qui les subissent négativement. Les travaux antérieurs de groupes de recherche indépendants comme Amira (Amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain), ont également inspiré cette démarche (DUBOIS, 1992).

Trois types d'enquête, articulées au sein d'un même système d'information, ont été proposées pour établir le lien entre les infrastructures existantes et la situation actuelle des ménages : l'enquête prioritaire, qui permet d'identifier les différents groupes de population (BANQUE MONDIALE, 1990) ; l'enquête intégrale, proche de celle du LSMS, pour étudier les conditions de vie et les comportements de ces groupes (BANQUE MONDIALE, 1991) ; et l'enquête communautaire, sur les collectivités, (WOLD, 1994).

### **Les grandes orientations des méthodes successives d'analyse**

L'expérience des décennies passées fait apparaître trois aspects fondamentaux dans l'évolution des méthodes d'investigation. Premièrement, chaque instrument, créé à l'occasion d'une étape nouvelle de la pensée théorique sur le développement, ajoute un élément supplémentaire à la capacité de compréhension de la réalité socio-économique. Dans les années soixante, on recueillait essentiellement des données de structure décrivant la situation des ménages, puis leur

niveau de vie. Vers la fin des années soixante-dix, l'accent était plutôt mis sur les conditions de vie et les comportements correspondants. Depuis, au cours des années quatre-vingt, l'intérêt s'est porté sur l'impact social des politiques d'ajustement, évoluant peu à peu vers la connaissance de toute forme de problèmes sociaux, comme la pauvreté ou l'exclusion. De fait, l'évolution de la pensée économique sur le développement entraîne une modification dans les besoins en information requis pour l'étayer, et, en conséquence, une modification dans les méthodes d'investigation qui sont retenues pour les satisfaire. On vérifie ainsi l'existence de ce lien de cohérence entre les besoins en information, les objectifs fixés à une enquête et les méthodes retenues pour les satisfaire (DUBOIS, 1992).

Deuxièmement, ces méthodes traduisent la volonté de rendre les instruments d'investigation plus holistiques afin de couvrir les différents aspects d'une réalité complexe, car composée de nombreux domaines d'étude. Ce fut le cas des enquêtes budget-consommation des années quatre-vingt, en Côte d'Ivoire, au Rwanda et au Togo, qui cherchaient à étudier tous les aspects de la vie économique des ménages, proposant pour cela une cohérence d'ensemble dans les méthodes d'observation et d'analyse (DUBOIS, BLAIZEAU, 1990). On retrouve cette volonté dans le système d'enquêtes intégré proposé par le Padem et dans le système d'information du programme DSA. De nos jours, les possibilités de métissage entre enquêtes sont devenues de plus en plus variées, permettant de mieux combiner des objectifs distincts sans accroître d'autant la complexité des instruments utilisés.

Enfin, il y a la volonté croissante de compléter l'habituelle mesure quantitative des phénomènes par une approche plus qualitative qui recueille les éléments explicatifs des situations ou des évolutions en cours (COUTY, 1983 ; WINTER, 1983). On assiste ainsi à l'introduction de variables qualitatives dans les questionnaires d'enquête et à l'utilisation de l'économétrie qualitative pour étudier les comportements.

Il semble vain cependant de vouloir rechercher un instrument d'investigation universel, visant à satisfaire tout objectif, quel qu'il soit, quantitatif comme qualitatif, pour n'importe quel domaine d'étude. La complexité qui en résulterait réduirait son efficacité en raison de la masse de données à traiter, comme pour les enquêtes budget-consommation dans les années quatre-vingt, ou de la difficulté des procé-

dures à mettre en œuvre, comme pour les enquêtes LSMS et intégrale DSA. Par contre, on peut facilement imaginer une articulation d'instruments d'investigation distincts au sein d'un cadre intégrateur unique reposant sur quelques principes simples. Cette approche qui fut celle du groupe Amira, puis des programmes Padem et DSA, reste toujours porteuse d'avenir. Elle retrouve, de nos jours, une certaine actualité avec l'émergence d'un nouveau cadre de pensée, plus orienté vers la prise en compte des aspects sociaux, qui suscite de nouvelles demandes d'informations.

### **Un nouveau cadre de pensée**

Les années quatre-vingt-dix sont marquées par la multiplicité des thèmes mobilisateurs, dont certains sont prônés par les organisations internationales, comme par exemple, « la réduction de la pauvreté » par la Banque mondiale, « la lutte contre l'exclusion » par l'Organisation internationale du travail, « le développement social » par l'Institut de recherche des Nations-Unies sur le développement social (UNRISD) et « le développement humain durable » par le Programme des Nations-Unies pour le développement (Pnud), etc. Tous ces thèmes ont en commun d'exprimer, sous des formes différentes, l'importance des déséquilibres sociaux du monde actuel, et la nécessité d'orienter de façon plus sociale les actions de développement et les politiques économiques.

Certes, la préoccupation sociale n'est pas nouvelle. Dans les années soixante, on pensait que la croissance économique impliquerait une redistribution automatique du revenu en faveur des plus pauvres. Dans les années soixante-dix, face au maintien des inégalités sociales, des politiques volontaristes de redistribution des revenus et de satisfaction des besoins fondamentaux pour les plus démunis, ont été instaurées. À la fin des années quatre-vingt, les actions sociales ciblées visant à réduire les effets négatifs de l'ajustement, relevaient de la même volonté. De nos jours, c'est le refus universel de la pauvreté et de l'exclusion sous toutes leurs formes, qui dénote un progrès au niveau mondial. Et il impose de concevoir une nouvelle approche de la politique sociale qui permette de mettre le développement social en correspondance avec le développement économique (DUBOIS, 1995).

Or, l'objectif des politiques économiques actuelles est de susciter une croissance à la fois équilibrée en termes macro-économiques (équilibre budgétaire, équilibre de la balance des paiements, stabilité des prix) et équitable en termes sociaux, par la réduction de la pauvreté et de l'exclusion ; et ceci, en respectant l'environnement et les contraintes écologiques. Si des mesures économiques appropriées, complétées par des interventions sociales, sont mises en œuvre pour atteindre ces objectifs, leurs effets sur la réalité socio-économique entraînent un certain nombre de contradictions variant avec la structure des sociétés.

Ces contradictions résultent, par exemple, de la différence entre une vision macro-économique du maintien des grands équilibres, ou macro-sociale de la politique sociale, et des visions méso-économique et méso-sociale, du comportements des groupes sociaux, ou micro-économique de la situation des ménages. De même, des oppositions apparaissent entre l'approche quantitative de l'étude de la pauvreté, et celle, plus qualitative, de l'exclusion ou de l'innovation sociale ; ou encore, entre les visions à court terme de la stabilisation, à moyen terme de l'ajustement, et à long terme de la politique sociale. Autant de difficultés qu'il faut pouvoir surmonter lors des décisions.

Pourtant, ce contexte n'empêche pas un nombre croissant de décideurs de souhaiter des réponses rapides, et simples aux questions que leur pose une réalité socio-économique qui leur apparaît de plus en plus complexe en raison de son adaptation continue. Ils demandent donc des instruments d'observation et d'analyse qui dépassent ces contradictions dans un cadre plus englobant. En fait, il s'agit de rendre opérationnel le principe dialogique qui vise à unir, au sein de concepts ou par des outils novateurs, les aspects antagonistes qui sont le propre des univers humains complexes (MORIN, 1994).

Or, le concept de développement humain durable, que préconise les Nations-Unies, est celui qui semble le mieux à même de fournir le cadre théorique recherché, car il est de loin le plus unifiant et absorbe assez bien les diverses antinomies (PNUD, 1990). D'une part, il contient les deux dimensions économique et sociale, intégrant les contradictions subséquentes entre les niveaux de décision socio-économiques, les approches quantitative et qualitative, et les horizons du court et du long terme. D'autre part, il recouvre les autres

dimensions du développement, trop souvent considérées de façon autonome, et exprimant les facettes complémentaires de : la culture, de la politique, de l'éthique, etc.

### **Impact sur les méthodes d'investigation**

L'adoption de ce nouveau paradigme permet d'envisager la mise au point d'outils adaptés pour chaque dimension, soit par soit par leur remise à jour, soit par la création d'instruments nouveaux en fonction des besoins en information. Comme on l'a noté, chaque étape du développement produit, en relation avec la pensée économique, les instruments d'investigation nécessaires pour satisfaire aux nouvelles demandes d'information. Cette combinaison devrait commander la mise au point d'instruments de plus en plus holistiques pour appréhender la complexité de la réalité socio-économique, et pour fournir rapidement des résultats sur son évolution.

Or, les méthodes d'investigation actuellement préconisées demeurent celles des décennies passées. Certes, on cherche à les alléger pour accélérer et simplifier la gestion des opérations d'enquête devenues politiquement plus difficiles. C'est le cas, par exemple, des enquêtes budget-consommation sur quelques groupes urbains, des systèmes proches du Padem appliqués en milieu urbain, ou des enquêtes prioritaires DSA. Cependant on assiste, en parallèle, à l'émergence d'une multitude d'enquêtes légères basées sur des approches qualitatives telles que l'observation participante, les récits de vie, les entretiens de groupes, etc. Manque le cadre d'un nouveau système d'investigation qui, en relation avec le nouveau paradigme, combine aspects quantitatifs et qualitatifs, observations permanentes et périodiques, catégorisation sociale, stratification temporelle et spatiale, et qui, de plus, encourage une plus forte participation des populations.

C'est pour cette raison que le concept d'observatoire et ses réseaux présente un intérêt extrême. L'observatoire est d'abord un outil méso-économique focalisé sur l'étude du comportement d'un groupe social, comme le ferait, en photographie, un « effet grossissant de zoom ». En outre, il tient compte des aspects macro-, méso-, micro-, puisque par agrégation, il produit des données macro-économiques ou sociales, à partir de l'observation des individus et des ménages qui entrent dans la composition de ce groupe. De plus, la combinai-

son des enquêtes et entretiens approfondis, ou de descriptions statistiques et d'une économétrie qualitative respecte tant les aspects qualitatifs, comme les choix de comportement, que quantitatifs, comme la mesure du niveau de vie. Enfin, la temporalité dans ses aspects de court, comme de long terme, est prise en compte par l'alternance d'observations régulières et répétées.

Si les observatoires ont la capacité affichée de répondre à la nouvelle problématique, il reste à faire un effort de recherches méthodologiques pour s'assurer que ces observatoires ont la capacité technique de répondre aux nouveaux besoins d'information.

## ■ Quelques axes de recherche

Cet effort de recherche, tant conceptuel que méthodologique, doit permettre aux observatoires d'être universellement reconnus comme une nouvelle approche en matière d'investigation. Pour participer à cet effort, nous présenterons dans les pages suivantes des éléments de réflexion concernant certains aspects conceptuels et méthodologiques.

Dans la mesure où les solutions élaborées pour les enquêtes ne sont pas automatiquement transposables à un autre instrument, la revue systématique de tous les problèmes méthodologiques et la recherche de solutions adaptées peuvent fournir les éléments d'une théorie des observatoires.

### *La définition de l'observatoire*

Le terme d'observatoire vient originellement de l'astronomie. Il a été, depuis, utilisé par les sciences médicales et, de façon plus récente, par les sciences économiques et sociales (CLIGNET, 1995). De cette évolution, il résulte que certaines caractéristiques des observatoires des sciences exactes sont partiellement remises en cause par les sciences humaines. On peut citer, entre autres, tout ce qui concerne la mesure des phénomènes, la représentativité des résultats, la repro-

ductibilité des observations, les temps de latence dans les évolutions, la précision des résultats, etc. Autant d'aspects méthodologiques qu'il convient de revoir en les confrontant aux objectifs qui ont été fixés à l'observatoire.

Cependant, un certain nombre de caractéristiques sont propres aux observatoires (PIRON, 1993). Parmi les plus importantes, nous analyserons la focalisation sur une catégorie sociale particulière pendant une période donnée, la permanence de l'observation pour suivre l'évolution des comportements, et la combinaison de méthodes quantitatives pour décrire une situation, et qualitatives, pour expliquer cette situation. On peut alors identifier les méthodes de sondage, d'observation, et d'analyse les plus appropriées, en veillant à ce que soit respectée la cohérence entre les méthodes retenues et les objectifs initialement fixés. Le travail correspondant a été effectué pour les enquêtes sur le niveau et les conditions de vie (DUBOIS, BLAIZEAU, 1990).

Le premier thème qu'il convient d'aborder est celui du champ de l'étude, et donc celui de l'observation, et du degré de représentativité souhaité. Ensuite, on peut s'interroger sur la façon d'articuler les approches, qualitative et quantitative, au sein d'un observatoire. Enfin l'importance de la temporalité, dans ses aspects de date, de période ou de durée, demande aussi une réflexion toute particulière.

### *Champ d'observation et représentativité*

Les observatoires sont localisés dans un lieu particulier choisi en relation avec le domaine d'étude assigné. Ils mettent aussi l'accent sur une catégorie sociale particulière dont ils suivent l'évolution du comportement. Analysant les informations, recueillies lors d'enquêtes légères, ils proposent des recommandations d'action qui sont utiles pour la conception de politiques économique et sociale. Il se pose donc le double problème de définir le champ de l'observation, c'est-à-dire l'objet de l'observatoire, et d'évaluer dans quelle mesure les résultats obtenus sont représentatifs de l'ensemble des comportements.

## Le champ d'observation

Pour définir le champ d'observation, il faut prendre en compte quatre aspects : le domaine d'étude, recouvrant le phénomène que l'on veut étudier, la catégorie sociale, qui contient les ménages et les personnes dont on étudie le comportement, le site de l'observation, et la période de suivi des comportements.

Le domaine d'étude concerne le phénomène que l'on cherche à étudier et, par exemple, la modification des types de dépenses, le retrait des enfants de l'école, la reprise de l'investissement agricole, etc. L'observation de ces phénomènes passe par différents outils, questionnaire quantitatif ou entretien qualitatif. On peut aussi décider de n'étudier qu'un domaine spécifique, comme l'accès aux soins de santé, ou préférer regrouper les thèmes d'étude, santé, éducation, activités agricoles, etc. faisant alors de l'observatoire un instrument à objectifs multiples.

La catégorie sociale regroupe des ménages ou des individus dont on suppose une certaine homogénéité dans le comportement concernant le domaine d'étude considéré. Dans sa définition la plus large, la catégorie sociale recouvre tout groupe de personnes ou de ménages : le village, des exploitations agricoles de même type, de petites entreprises du secteur informel, un syndicat, les consommateurs d'un certain produit, les femmes ou les enfants, des catégories socioprofessionnelle, etc. Le niveau d'analyse est donc « méso », même si l'observation des ménages ou des individus, est effectuée au niveau « micro ». L'observatoire apparaît alors comme un instrument méso-économique permettant de saisir la dynamique des changements sociaux et l'innovation qui peut en résulter.

Il reste à choisir le site géographique d'observation pour mieux cibler l'observation et en comprendre les aspects tant quantitatifs que qualitatifs. En réduisant ainsi le problème des distances, on diminue les coûts tout en augmentant la représentativité locale.

Enfin, la période d'observation doit être clairement définie. De par sa définition, l'observatoire implique une permanence dans l'observation afin de percevoir l'apparition de nouveaux comportements ou les modifications de ceux qui existent. Cette permanence peut être assurée en effectuant une observation continue ou à passages répétés. Dans les deux cas, il est possible de diversifier le mode d'observation en différenciant les méthodes d'investigation.

Lorsque, dans un pays donné, on dispose d'un réseau d'observatoires pour suivre le comportement de diverses catégories sociales et étudier différents domaines, il est indispensable d'articuler les champs d'observation dans l'espace et le temps pour obtenir une vision synthétique, utilisable au niveau macro, de l'ensemble des comportements sociaux. Il faut alors décider du rôle de chaque observatoire, quant aux catégories sociales et aux domaines à étudier, puis programmer dans le temps, les observations correspondantes.

### **La représentativité des résultats**

Les décideurs ont besoin d'avoir une idée claire de la qualité des résultats fournis, pour savoir ce qu'ils sont censés représenter et leur degré d'exactitude. Ceci, afin de pouvoir ajuster leurs décisions. Il faut donc que le degré de représentativité et le niveau de significativité statistique des résultats soient clairement explicités.

En statistique, la notion de représentativité signifie que les résultats observés sur un échantillon sont représentatifs, dans des limites définies, des valeurs correspondantes au niveau de l'ensemble de la population étudiée et des catégories qui la composent. Deux facteurs influent sur cette représentativité. D'une part, toutes les catégories d'une population, dans le temps comme dans l'espace, doivent être présentes dans l'échantillon. C'est l'aspect méso du mode de sondage. D'autre part, les tailles de ces catégories, comme de la population, où l'échantillon a été sélectionné, doivent être connues. Lorsque ces deux conditions sont satisfaites, on peut remonter du niveau micro d'observation des variables, au niveau macro et parfois méso de production des résultats en calculant des coefficients d'extrapolation pour chaque catégorie de population.

La notion de représentativité recouvre deux dimensions. La première concerne deux aspects complémentaires : spatiale (pour les régions géographiques et les catégories sociales), et temporelle (pour les périodes pendant lesquelles un phénomène se déroule). La deuxième dimension comprend les aspects opposés de la représentativité locale, au niveau d'une région ou d'un groupe social, et de la représentativité globale, qui considère toutes les régions et tous les groupes sociaux. On doit tenir compte de ces distinctions lors-

qu'on aborde le problème de la qualité de résultats obtenus pour généraliser les résultats d'une expérience à l'ensemble d'un pays, d'une population ou d'une période.

On ne peut, cependant, être représentatif de tous les phénomènes sur toutes les périodes, car cela imposerait un suivi exhaustif de toutes les catégories de population, afin de s'assurer que tout groupe, aussi petit soit-il, soit représenté. Or ceci est tout le contraire de l'idée qui fonde les observatoires. Ce qu'il faut, plutôt, c'est choisir les degrés de représentativité spatiale, temporelle, locale ou globale, qui correspondent aux objectifs de l'observation, et s'assurer que les méthodes retenues pour le sondage et l'observation soient aussi dans la même cohérence.

Complémentaire de la notion de représentativité, la significativité mesure le niveau d'exactitude d'un résultat en calculant l'erreur due au sondage afin de voir si elle ne réduit pas les résultats à l'influence du seul hasard.

### **Les méthodes de sondage**

Les méthodes de sondage aléatoires : tirage systématique, tirage à plusieurs degrés, stratification, tirage à probabilités inégales, tirage en grappes, permettent de calculer une erreur de sondage et donc de mesurer le degré de représentativité ainsi que la significativité des résultats.

Les méthodes de sondage empiriques sont basées sur des techniques de sélection de l'échantillon par choix raisonné. Ces méthodes comprennent la sélection d'échantillons équilibrés et représentatifs, la méthode des quotas, et le choix d'unités types. Elles rendent souvent impossible, du moins dans la majorité des cas, le calcul de l'erreur de sondage, et donc le niveau de significativité des résultats (ARDILLY, 1994).

Un certain nombre de contraintes peuvent empêcher la mise en place d'un sondage aléatoire et amener à préférer un sondage empirique. Ces contraintes sont tantôt d'ordre technique ou financier, ou simplement liées à la particularité des objectifs qui sont assignés à l'opération. Il y a souvent, de fait, interaction entre ces trois aspects car les techniques employées visent à satisfaire aux objectifs fixés, et le coût total de l'opération est fonction des techniques utilisées.

## **Des contraintes et des objectifs**

L'exemple de contrainte technique le plus fréquent est celui de l'inexistence ou de l'ancienneté, d'une base de sondage où sélectionner l'échantillon de manière aléatoire. La constitution ou la mise à jour d'une base de sondage est coûteuse en temps comme en argent, car elle implique de dénombrer la population. Cependant une base de sondage même ancienne peut toujours fournir des informations sur les diverses catégories de population permettant de sélectionner un échantillon par la méthode des quotas.

De plus, la sélection d'un échantillon suffisamment grand pour être représentatif est coûteuse. Elle implique de nombreux enquêteurs et un grand nombre de questionnaires, de nombreux déplacements pour s'assurer de la représentativité locale, et plusieurs passages pour la représentativité temporelle. On peut réduire ces coûts, soit en combinant diverses techniques de sondage aléatoire, à plusieurs degrés, stratifiés, en grappes, soit en utilisant des méthodes de choix raisonné moins coûteuses et plus rapides lorsqu'elles sont employées à bon escient.

Dans certains cas précis, on construit un échantillon par choix raisonné pour faciliter la constitution d'un groupe homogène. Il en est ainsi pour l'étude d'une catégorie de population que l'on sait être homogène dans ses comportements, et qui ne nécessite donc pas d'analyse confirmant que la variance intra-classe est faible par rapport à la variance interclasse. Il en est de même lorsqu'on veut mettre l'accent sur l'apparition de nouveaux comportements, qu'ils soient d'ordre quantitatif ou qualitatif, plutôt que sur l'élaboration d'indicateurs mesurant leur importance. Enfin, c'est aussi le cas, lorsqu'on s'intéresse aux causalités, raisons ou motivations, qui animent les comportements d'une catégorie sociale plutôt qu'à la distribution de ces comportements au sein de la population.

Cette approche présente de nombreux avantages pour étudier les catégories sociales marginalisées, comme par exemple, les groupes très pauvres ou vulnérables, les prostituées, les drogués, etc., qui, par définition, sont peu nombreux. Ces groupes sont difficilement repérables, et ne se prêtent pas facilement à observation, si bien que les erreurs d'observation peuvent être très élevées. De plus, ces groupes étant peu nombreux, pour les obtenir dans un échantillon aléatoire en nombre suffisant, il faut souvent de gros échantillons.

Par exemple, s'il y a 10 % de très pauvres, il faudra un échantillon d'environ 1 000 ménages pour obtenir une centaine de pauvres dans l'échantillon. Or 100 observations ne permettent d'analyse simultanée que sur trois critères si l'on respecte la contrainte d'un minimum de trente observations analysables par critère.

On peut donc accepter de perdre un peu sur la représentativité statistique de l'échantillon dès lors que les objectifs fixés, découverte de nouveaux comportements, compréhension des causalités, etc., sont correctement respectés. On montre ainsi qu'un phénomène existe, même si on ne peut en connaître l'importance numérique dans la population. Il s'agit là d'une première étape, essentielle pour la mise en valeur d'un phénomène récent, qui s'assimile à une optique de recherche, tout en permettant, néanmoins, d'effectuer des recommandations d'action au niveau de la politique économique ou sociale. La deuxième étape consiste à mesurer l'importance du phénomène, à évaluer sa représentativité statistique, et après en avoir évalué l'importance à recommander des mesures économiques ou des interventions sociales. Elle est donc plus orientée vers l'opérationnalité au niveau macro.

Cependant, on essaie souvent de concilier une optique de recherche, plus qualitative, et une optique d'opération, plus quantitative, par l'utilisation de méthodes d'investigation qui présentent les avantages de l'approche par choix raisonné, tout en respectant certaines normes de représentativité et de significativité des résultats. Par exemple, on identifie au préalable les principales catégories sociales au moyen d'une enquête rapide ratisant large, et recueillant quelques critères d'identification essentiels. Ensuite, on met l'accent sur une catégorie particulière dont on étudie les différentes caractéristiques. L'intérêt des observatoires est de fournir le cadre d'expérimentation puis de mise en place de ces diverses approches.

### *Des méthodes d'observation*

Les objectifs particuliers que doivent satisfaire les observatoires, imposent de réfléchir sur les méthodes d'observation correspondantes. Deux cas, pris à titre d'exemple, nous semblent importants : l'articulation des aspects qualitatifs et quantitatifs, et la prise en compte du temps.

## **Aspects quantitatifs et qualitatifs**

L'observatoire permet d'articuler, dans une finalité unique, des méthodes d'observation quantitatives et qualitatives. Les enquêtes, à dominante quantitative, permettent le relevé d'informations concernant la mesure d'un phénomène, par exemple le niveau de vie, ou l'évaluation de l'importance d'un comportement, par exemple le nombre de ménages changeant d'habitudes de consommation. En outre, certaines variables proprement qualitatives, et descriptives d'un état, sont aussi souvent recueillies lors de ces enquêtes. D'un autre côté, des enquêtes à dominante qualitative et faisant appel à des techniques d'entretien, recueillent les préférences des individus et les raisons de leurs attitudes, facilitant ainsi l'explication des comportements.

Une combinaison réfléchie de ces deux modes d'investigation pour une même catégorie sociale et autour d'un même thème, facilite l'étude approfondie des modifications dans les comportements et des changements sociaux qui s'en déduisent. En effet, l'approche qualitative met en valeur l'existence des changements et leur causalité alors que l'analyse quantitative mesure leur importance et les relations entre variables. De plus, de nombreux outils, tels l'analyse factorielle des données ou l'économétrie qualitative intègrent désormais ces deux aspects.

## **L'épreuve de la temporalité**

Il ne peut y avoir d'observatoire s'il n'y a pas de permanence, sous une forme ou sous une autre, de l'observation dans le temps. La prise en compte du temps est partie intégrante de la définition d'un observatoire. La difficulté vient de deux choix à faire lors de l'observation. Le premier concerne la période d'observation des phénomènes en considérant les horizons de court, moyen ou long terme pendant lesquels ils se modifient. Le deuxième choix est relatif à la fréquence des observations à effectuer sur cette période. Ce dernier choix peut infléchir jusque la méthode d'investigation qu'il faut mettre en œuvre.

On doit, de plus, tenir compte des oppositions entre les logiques de comportement à court, moyen et long terme. L'étude des changements demande, en effet, de saisir les moments d'apparition, ce qui correspond à une optique de court terme, mais aussi de suivre les

fréquences d'apparition dans le temps et la diffusion dans la population, qui sont des objectifs de long terme. L'horizon sera d'autant plus éloigné que les changements se feront lentement, afin d'observer un nombre minimum de changements sur la période. C'est le cas, par exemple, du taux d'alphabétisation des femmes. La taille de l'échantillon joue donc aussi un rôle important en augmentant le nombre d'individus pour lesquels les changements sont susceptibles d'apparaître.

Suivre la fréquence d'apparition d'un changement et sa diffusion au sein d'une population suppose des observations régulières. Ces observations peuvent prendre plusieurs formes, tantôt la mesure quantitative des fréquences, sous la forme d'une enquête classique, tantôt l'évaluation qualitative de ce qui se passe par des entretiens avec les individus de la population concernée. La combinaison de ces deux approches pendant la période d'étude permet de saisir les aspects qualitatifs de l'apparition de changements et quantitatifs de son importance dans la population.

Les choix sous-jacents influent tant le financement des observatoires que leur organisation en réseau. Le coût des opérations de collecte des données variera selon la période d'étude, la taille de l'échantillon, la fréquence des passages et les méthodes, quantitatives ou qualitatives, retenues. Le nombre d'observatoires, leur répartition dans l'espace et la durée de leur mise en place varieront en fonction des phénomènes étudiés et des horizons choisis. Cependant, il y a souvent une antinomie entre les objectifs des bailleurs de fonds, qui veulent des résultats rapides, et les objectifs de la recherche qui demandent de comprendre des comportements de long terme par un suivi régulier.

## L'expérience du Cameroun

Le programme Ocisca, Observatoire du changement et de l'innovation sociale au Cameroun, développe un réseau d'observatoires sur le changement et sur l'innovation sociale.

## *La problématique d'origine*

Les observatoires créés visent à évaluer quatre formes d'innovation sociale. L'observatoire de Bafou cible ainsi les planteurs de café arabica, celui de Yemessoa les planteurs de cacao du Centre, celui de Douala, les groupes pauvres urbains, et celui de Muyuka, les femmes et groupes à risque en région anglophone.

Le concept d'innovation peut être compris de trois manières : il renvoie, premièrement, à toute appropriation par un groupe social d'une innovation technologique ou économique ; deuxièmement, à des comportements nouveaux ou réactivés, permettant la mise au point de stratégies plus performantes ; troisièmement, à la mise au point de nouveaux réseaux ou organisations permettant d'obtenir une meilleure redistribution des fruits de la croissance. Ainsi, peuvent être considérées comme innovations sociales, la prise en charge par les femmes de l'approvisionnement de Yaoundé en certains produits, la mise en place de système de caution dans le cadre des tontines pour faire face aux défauts de remboursement, la création de syndicats et de groupements de producteurs prenant en charge les intérêts de leurs membres.

Grâce aux observatoires, on peut donc repérer, parmi les changements sociaux qui apparaissent en période de crise et d'ajustement, ceux qui sont innovateurs et porteurs d'avenir. Certains des nouveaux comportements sont réducteurs (accroissement de la pauvreté, apparition de conflits ethniques, augmentation de la violence urbaine), mais d'autres correspondent à des substitutions ou même à des créations *ex nihilo*. Il convient alors d'étudier les groupes sociaux, les lieux et les domaines, où apparaissent et se répandent ces innovations. Il faut ensuite en mesurer la fréquence et l'importance pour comprendre leur impact sur les situations sociales.

## *Réflexions sur les observatoires d'Ocisca*

En se basant sur l'expérience des observatoires qui fonctionnent auprès des planteurs de café, des planteurs de cacao, et des groupes vulnérables urbains, on peut formuler quelques réflexions. Elles seront complétées par les résultats d'opérations complémentaires visant à tester de nouvelles méthodes d'approche.

### **L'observatoire des planteurs de café**

Situé à Bafou, chefferie de l'Ouest, depuis 1991, l'observatoire suit un échantillon de 350 planteurs de café arabica. L'échantillon a été obtenu par un sondage aléatoire stratifié à partir d'une base de sondage des exploitations, réactualisée en tenant compte des livraisons de café à la coopérative. Ainsi la représentativité spatiale, au sein d'une chefferie de près de 1800 exploitations, est correctement assurée. Une enquête relève des informations quantitatives et qualitatives chaque année au cours du deuxième trimestre (OCISCA, 1994). Le choix d'une période d'enquête similaire chaque année facilite les comparaisons annuelles et l'évaluation des changements de comportement. Cependant la représentativité temporelle pour l'année n'est pas assurée même si certains comportements sont stables sur la période. La seule manière d'être au courant des nouveaux changements entre deux périodes d'enquête est d'effectuer, par des entretiens qualitatifs réguliers auprès de quelques exploitants, une évaluation qualitative de ces changements.

Le choix du village de Bafou repose sur quelques critères de choix raisonné : à savoir, une bonne représentativité régionale de tous les types de relief et d'exploitations agricoles, puis un objectif de comparaison historique des comportements, (de nombreuses enquêtes ayant eu lieu depuis les années soixante). Mais il y a aussi un risque de lassitude des enquêtés qui peut augmenter l'erreur due à l'observation et de façon plus accentuée encore que l'erreur de sondage. De plus, le fait d'assurer la représentativité des comportements des producteurs de café arabica ne garantit pas celle des planteurs de café robusta. Ces deux catégories peuvent avoir des comportements très différents dans certains domaines spécifiques. Pour que le village devienne représentatif de l'ensemble des producteurs de café, il faudrait augmenter le nombre d'observatoires et en diversifier la localisation.

### **L'observatoire des planteurs de cacao**

Situé à Yemmessoa, village du Centre, depuis 1991, l'observatoire suit 350 planteurs de cacao, soit la totalité des exploitants du village. Le problème de la représentativité spatiale, au niveau local, ne se pose donc pas. Là aussi, une enquête relève des informations quantitatives

et qualitatives chaque année au cours du deuxième trimestre facilitant les comparaisons annuelles (OCISCA, 1994). Cependant la représentativité temporelle n'est pas non plus assurée pour certaines variables quantitatives comme le niveau des dépenses qui sont facilement perturbées par les récentes mesures d'ajustement : dévaluation, libéralisation du commerce et des prix, hausse des taxes sur le chiffre d'affaire. Une solution équivalente à celle de l'observatoire précédent permettrait d'y porter partiellement remède.

Yemessoa, choisi de façon raisonné, n'est pas nécessairement représentatif de l'ensemble des planteurs de cacao du Cameroun. Ainsi la représentativité globale, au niveau national, n'est pas forcément assurée et demanderait d'être testée à partir des enquêtes existant sur les exploitations des autres régions. La significativité des résultats peut facilement être calculée au niveau du village, mais ne peut être extrapolée au niveau national tant que l'on ne pourra estimer le degré de représentativité de l'échantillon de Yemessoa au sein de l'ensemble des exploitations cacaoyères du Cameroun.

### **L'observatoire des groupes pauvres urbains**

Situé à Douala, en 1993, l'observatoire a effectué une première enquête auprès de 200 ménages qui ont été sélectionnés, en raison de l'inexistence d'une base de sondage appropriée, par la méthode des unités types. Cette méthode consiste à choisir des « individus moyens » considérés comme représentatifs d'un groupe d'individus possédant des caractéristiques communes, ici celles résultant du fait d'être pauvres. On se base ainsi sur l'hypothèse que les variables retenues pour sélectionner les individus, par exemple, le type de quartier ou d'habitat, sont bien corrélées avec le comportement que l'on cherche à mettre en valeur.

Dans le cas de Douala, les résultats de cette première enquête montrent une grande diversité dans les formes de pauvreté qui vient du fait que le groupe enquêté est défini davantage par son lieu d'habitation que par des critères de vulnérabilité tels que le niveau de revenu, le fait d'être licencié, d'être un petit employé du secteur informel, ou une femme chef de ménage, etc. Tous ces sous-groupes n'ont pas nécessairement un comportement représentatif d'un groupe moyen unique, qu'on dirait « pauvre ». Comme on ne connaît pas la pondé-

ration de ces différents sous-groupes dans la population il est difficile d'en déduire le comportement « pauvre ». L'enquête permet seulement de décrire pour une certaine population ayant un lien avec la pauvreté, ses comportements et les raisons de ses comportements. Mais on ne peut estimer l'importance de ces comportements dans la population, et encore moins en calculer la significativité.

Cependant grâce aux résultats de ce premier passage, utilisant une démarche qualitative, on connaît les principaux critères qu'il conviendra d'utiliser pour constituer un échantillon stratifié, représentatif des diverses formes de pauvreté, lors du deuxième passage. Ce dernier doit s'effectuer auprès d'un échantillon de taille d'environ 500 ménages, tiré à partir d'une nouvelle base de sondage représentative de l'ensemble de la population, et recouvrant les 200 ménages précédents.

### **Les approches complémentaires**

Des réponses aux interrogations méthodologiques que suscite la mise en place des observatoires sont fournies par les travaux individuels des chercheurs membres d'observatoires. Ils concernent les méthodes d'investigation, les méthodes de sondage, l'élaboration de questionnaires et de guides d'interview, et les méthodes d'analyse.

Ainsi, un examen de la représentativité globale de l'observatoire de Yemessoa est en cours, utilisant pour cela les méthodes factorielles d'analyse typologique afin de situer les exploitations de Yemessoa au sein de l'ensemble des exploitations cacaoyères. De même, l'élaboration d'une base de sondage représentative de la ville de Douala, lors d'une enquête sur l'emploi des jeunes, constitue une réponse possible au problème de représentativité de l'échantillon de l'observatoire sur les pauvres.

D'autres investissements méthodologiques ont lieu concernant l'analyse des données recueillies par les observatoires. Ils visent à combiner les méthodes quantitative et qualitative d'étude des comportements. On peut citer, par exemple, l'analyse typologique des exploitations agricoles, la détermination des critères de stratification d'un échantillon par l'analyse factorielle, l'ajustement de modèles qualitatifs, et l'analyse lexicographique des récits de vie.

## Conclusion

L'émergence du concept d'observatoire, son approfondissement théorique, puis méthodologique, afin d'obtenir la reconnaissance d'un outil d'investigation à part entière, ne peut être que le résultat d'un long cheminement. Celui-ci est d'autant plus nécessaire que le changement actuel de paradigme demande l'élaboration de nouveaux instruments d'observation et d'analyse se basant sur une révision des instruments existants ou leur utilisation sous une forme nouvelle. L'adoption d'observatoires en sciences sociales, comme nouvel instrument d'investigation, est une possibilité d'avenir en raison de leur capacité à intégrer le cadre d'analyse macro-méso-micro et à combiner les acquis méthodologiques des systèmes d'enquêtes ou d'information précédents, que ceux-ci soient d'approche quantitative ou qualitative.

## Bibliographie

ARDILLY (P.), 1994 —  
*Les techniques de sondage.*  
Paris, Technip, 395 p.

BANQUE MONDIALE, 1990 a —  
*Les dimensions sociales  
de l'ajustement en Afrique :*  
*Programme d'action.* Washington DC.

BANQUE MONDIALE, 1990 b —  
*Making Adjustment Work  
for the Poor : A Framework  
for Policy Reform in Africa.*  
Washington, Poverty and Social  
Policy Division, 141 p.

BANQUE MONDIALE, 1990 c —  
*Enquête prioritaire DSA :*  
*Un instrument permettant*

*une rapide identification et un suivi  
des groupes de population cibles.*  
Washington DC,  
Documents de travail DSA, 12.

BANQUE MONDIALE, 1991 —  
*The SDA Integrated Survey :*  
*A Survey to Measure Poverty  
and Understand the Effects  
of Policy Changes on Households.*  
Washington DC, Report 9482-AFR,  
reprinted in the SDA Working Paper,  
14. World Bank.

CLIGNET (R.), 1995 —  
*Une invitation à observer  
les observatoires.*  
Paris, Orstom, multigr. 26 p.

- COURADE (G.), 1994 a —  
Du passé recomposé  
au futur improbable :  
les observatoires ruraux d'Ocisca  
comme mode opératoire  
d'une recherche impliquée.  
*Les Cahiers d'Ocisca*, 2, 31 p.
- COURADE (G.), 1994 b —  
*Le village à l'heure de l'ajustement  
structurel. Les paysans  
du Cameroun dans la crise.*  
Paris, Karthala.
- COUTY (Ph.), 1983 —  
Qualitatif et Quantitatif.  
*Amira*, 43 (repris dans *Stateco*, 34).
- DUBOIS (J.-L.), 1992 —  
Réfléchir pour mesurer :  
innovations méthodologiques  
pour la collecte et l'analyse  
d'informations statistiques.  
*Amira*, 57 et DSA,  
*Documents de travail*, 7,  
Enquêtes et statistiques,  
Washington, Banque mondiale, 45 p.
- DUBOIS (J.-L.), 1994 —  
Mesurer la pauvreté : systèmes  
d'information et cadres d'analyse.  
*Les Cahiers d'Ocisca*, 5, 33 p.
- DUBOIS (J.-L.), 1995 —  
« À la recherche d'une nouvelle  
approche pour la politique sociale ».  
*In : Le développement peut-il être  
social ? Pauvreté, chômage,  
exclusion dans les pays du Sud,*  
Royaumont, 9-11 janvier 1995,  
Paris, multigr., 11 p.
- DUBOIS (J.-L.), BLAIZEAU (D.), 1990 —  
*Connaître les conditions de vie  
des ménages dans les pays  
en développement.*  
Paris, ministère de la Coopération  
et du développement,  
la Documentation française.
- GROOTAERT (C.), 1986 —  
*Measuring and Analyzing Levels  
of Living in Developing Countries :  
An Annotated Questionnaire.*  
LSMS Working Papers, 24,  
Washington DC, Banque mondiale.
- KUHN (S. T.), 1983 —  
*La structure  
des révolutions scientifiques.*  
Paris, Champs, Flammarion, 284 p.
- MINVIELLE (J.-P.), COURADE (G.),  
DUBOIS (J.-L.), 1994 —  
Maîtrise de la sécurité alimentaire :  
le défi de la complexité.  
*Orstom Actualités*, 44 : 15-26.
- MORIN (E.), 1994 —  
*La complexité humaine.*  
Paris, Flammarion.
- OCISCA, 1994 —  
1991-1993 : évolutions majeures  
dans la zone cacaoyère,  
Observatoire de Yemessoa.  
*Les Cahiers d'Ocisca*, 3, 35 p.
- OCISCA, 1994 —  
Bafou 1993 : renforcement  
des inégalités sociales,  
menaces sur la fertilité des sols,  
Observatoire de Bafou.  
*Les Cahiers d'Ocisca*, 4, 28 p.
- PIRON (M.), 1993 —  
*Quelques réflexions  
sur l'exploitation statistique  
de données d'observatoires  
socio-économiques.*  
Paris, Orstom, multigr. 12 p.
- PNUD, 1990 à 1994 —  
*Rapports mondiaux  
sur le développement humain.*  
Paris, Economica.
- WINTER (G.), 1983 —  
Deux méthodes d'investigation  
irréductibles, mais complémentaires.  
*Amira*, 43 (repris dans *Stateco*, 34 : 81).
- WOLD (B.), 1994 —  
*The SDA Community Survey :  
A Survey to Monitor Changes  
at the Community Level.*  
Washington DC, Banque mondiale,  
multigr.